

La Géorgie et son occupation

Gilles Carasso

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/3 Automne** , PAGES 175 À 184
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037303103

DOI 10.3917/pe.213.0175

Date de mise en ligne : 10/09/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-3-page-175?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

page 173 livres propos



La Géorgie et son occupation

Par **Gilles Carasso**

Gilles Carasso est ancien directeur de l'Institut français de Géorgie.

Les élites géorgiennes voient la Russie comme un ennemi qui, depuis la guerre de 2008, occupe une partie de leur pays. Pour faire face à cette menace, elles cherchent à renforcer sans cesse l'ancrage euro-atlantique de la Géorgie. La rationalité de cette posture victimaire mérite néanmoins d'être questionnée. Le pays gagnerait sans doute à développer une relation plus apaisée avec Moscou, tout en conservant des liens forts avec l'Occident.

politique étrangère

Tout voyageur arrivant en Géorgie apprendra rapidement que 20 % du territoire géorgien est occupé par une puissance ennemie et colonisatrice : la Russie. Cette affirmation, relayée par tous les partis politiques, est devenue un slogan que l'on peut lire jusque sur des vêtements ou des bouteilles de vin. Il s'agit, à l'évidence, d'un de ces mots d'ordre qui constituent l'armature morale d'une nation. Son caractère sacré se reconnaît d'ailleurs à l'accusation de blasphème à laquelle s'exposent ceux qui s'en écartent.

Ainsi, lorsque la présidente Salomé Zourabichvili eut la malencontreuse idée de rappeler que son prédécesseur Mikheïl Saakachvili avait déclenché la calamiteuse guerre de 2008, la levée de boucliers fut générale, majorité et opposition confondues. Or Tskhinvali, la capitale de la province sécessionniste d'Ossétie du Sud, a été bombardée dans la nuit du 7 au 8 août 2008 par l'armée géorgienne, et celle-ci est entrée sur ce territoire au matin du 8 août pour y attaquer la milice sud-ossète ainsi que les Forces de maintien de la paix à dominante russe. Il est tout aussi avéré que de nombreux accrochages avaient précédé cette offensive, que les forces russes s'étaient préparées à la guerre et que Mikheïl Saakachvili, par calcul ou par présomption, s'est précipité dans un piège qui lui était tendu. Il est remarquable que ce récit équilibré ait été jugé scandaleux et

non conforme à la position officielle du pays, qui soutient que la Géorgie a été agressée par la Russie.

La Russie, un étrange ennemi

Il existe un consensus, du moins dans « la Géorgie d'en haut » – c'est beaucoup moins vrai dans les classes populaires et les campagnes –, pour désigner la Russie comme l'ennemi. Pourtant, les apparences disent le contraire : après pas loin de deux décennies d'une politique d'éradication de la langue russe au profit de l'anglais¹, on entend toujours parler russe dans les rues de Tbilissi. Ces locuteurs peuvent être des touristes russes, mais aussi des Arméniens restés en Géorgie pour qui le russe demeure la *lingua franca*, ou même des Géorgiens de plus de quarante ans qui lisent en russe, regardent la télévision russe et pour qui la Russie demeure une grande référence culturelle.

Entre 600 000 et un million de Géorgiens vivent en Russie. Ils y ont souvent des positions importantes, investissent en Géorgie et l'argent qu'ils envoient à leurs familles est l'une des plus grandes ressources du pays. Quand, pour punir les autorités géorgiennes de leur agressivité anti-russe, le Kremlin mit en garde les voyageurs russes contre les menaces qui pèseraient sur leur sécurité en Géorgie, les Géorgiens réagirent avec indignation à ce mensonge qui mettait en péril leur industrie touristique. Les centaines de milliers de touristes russes sont en effet les bienvenus en Géorgie, tout comme les investissements russes. Les marques de défiance, les obstacles aux investissements et au séjour sont réservés aux Iraniens ou aux Indiens. La perception subliminale de l'ennemi potentiel ne correspond pas à sa définition officielle.

Cette proximité persistante de la société géorgienne avec la Russie, en dépit d'un basculement bien engagé dans la *world culture*, est liée à une histoire commune vieille de plus de deux siècles. Menacé par les empires musulmans, ottoman et perse, ce bastion isolé de la chrétienté avait à de nombreuses reprises, mais en vain, tenté d'obtenir l'aide des puissances européennes. En 1783, sentant se resserrer l'étau de l'impérialisme perse et de son pendant ottoman, le roi de Kartl-Kakhétie plaça son royaume sous la protection de la Russie. Outrepasant le contrat, la Russie annexa la Kartl-Kakhétie en 1801, puis les principautés géorgiennes de l'ouest. Il s'ensuivit un siècle d'intégration à l'empire russe de la nation géorgienne,

1. L'enseignement de l'anglais est obligatoire à tous les niveaux de l'enseignement géorgien. Le choix d'une seconde langue est laissé aux parents. En 2020, 343 600 élèves (60 % du total) apprenaient le russe en seconde langue, 43 000 l'allemand et 14 000 le français.

durant lequel celle-ci s'est européanisée, modernisée et dotée d'infrastructures dans le même mouvement que la Russie. La montagne fut pacifiée, permettant enfin aux paysans de la plaine de connaître une certaine sécurité, et la noblesse géorgienne se fit une place avantageuse à la cour de Russie, grâce à sa valeur militaire. En 1812, Napoléon fut mis en échec par le général Bagration, un Géorgien. Dans le même temps, s'ils ne purent empêcher l'abolition de l'autocéphalie de leur église, les Géorgiens défendirent vigoureusement leur langue, instrument de leur affirmation nationale.

L'effondrement de l'empire en 1917 conduisit la Géorgie à une brève période d'indépendance, avant que l'Armée rouge ne vînt le reconstituer à l'instigation des bolcheviques géorgiens, qui s'assurèrent ainsi la mainmise sur leur pays. L'URSS fut dirigée pendant un tiers de siècle par un Géorgien, Joseph Djougachvili, plus connu sous le nom de Staline. La Géorgie subit alors, comme toute l'URSS, les lubies et les cruautés de ce nouveau régime mais sans perdre pour autant sa position privilégiée de province ensoleillée de l'empire, de terre des arts et du bien-vivre².

Les Géorgiens défendirent vigoureusement leur langue

L'adjectif « colonisateur » évoque les colonisations anglaise, française, hollandaise ou portugaise de populations qui subirent des formes d'asservissement. L'intégration de la Géorgie à l'empire russe fut plutôt comparable à la *Pax Romana*. Rome eut des empereurs allogènes, l'URSS eut un chef d'État géorgien, mais jamais les empires coloniaux modernes ne furent dirigés par un indigène. Cette histoire commune fut parsemée de soulèvements mais, à l'exception de celui de 1924 contre le pouvoir bolchevique, ils ne visaient pas une indépendance nationale. Ce ne fut jamais un objectif politique des élites nationales jusqu'à ce qu'elle se réalise en 1918 par la concaténation des événements déclenchés à Saint-Pétersbourg en octobre 1917.

Sous le double signe de la civilisation européenne et du christianisme orthodoxe, il y eut une profonde intimité russo-géorgienne, marquée sans doute par une certaine condescendance russe. Elle se poursuit aujourd'hui d'une autre façon, par le maintien de liens culturels et économiques étonnamment vivaces, mais aussi par une obsession géorgienne

2. Pour une vision d'ensemble de l'histoire de la Géorgie, voir P. Razoux, *Histoire de la Géorgie, la clé du Caucase*, Paris, Perrin, 2009. Pour une analyse détaillée de la période post-soviétique jusqu'en 2006, voir S. Serrano, *Géorgie. Sortie d'empire*, Paris, CNRS éditions, 2007. Sur la question de la formation des États nationaux, voir É. Peyrat, *Histoire du Caucase au xx^e siècle*, Paris, Fayard, 2020.

de la Russie qui lui fait voir la main de Moscou comme *deus ex machina* de tous ses problèmes.

Le territoire amputé

Sans doute la véhémence du langage utilisé a-t-elle pour fonction d'attirer l'attention sur une nouvelle menace que la Russie ferait peser sur la Géorgie, qui se matérialise déjà par l'occupation d'une partie du territoire géorgien, c'est-à-dire de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

À la fin des années 1980, quand l'URSS a vacillé, les nations majoritaires du Caucase ont réclamé puis obtenu leur indépendance, dans la forme des trois anciennes républiques socialistes soviétiques caucasiennes telles que définies en 1936. Mais deux petits peuples, les Abkhazes et les Ossètes – intégrés jusqu'alors avec un statut d'autonomie à la République socialiste soviétique de Géorgie et qui n'avaient cessé de réclamer leur reconnaissance – déclarèrent eux aussi leur indépendance. Il s'ensuivit deux guerres durant lesquelles les forces sécessionnistes reçurent l'appui de la Russie. Elles furent perdues par les forces géorgiennes, avec pour conséquence l'exode de plus de 200 000 Géorgiens habitant ces régions. Après un nouveau conflit en 2008, ces minuscules nouveaux « États » furent reconnus par la Russie et deux ou trois de ses obligés. Pour garantir leur sécurité, des forces armées russes y sont stationnées.

Nul ne songerait à nier que la Russie a soutenu, voire encouragé, les sécessions, qu'elle les a utilisées, d'abord dans une stratégie de reconquête de son influence dans son étranger proche, puis pour prévenir une adhésion de la Géorgie à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Mais c'est une autre chose que de considérer seulement cet aspect de la question, d'ignorer que l'Abkhazie a toujours balancé entre un ancrage géorgien et une identité nord-caucasienne, que la tragique manifestation du 9 avril 1989 à Tbilissi avait été appelée en réaction à ses revendications indépendantistes et que le président Zviad Gamsakhourdia les avait exacerbées par des discours nationalistes enflammés. Les Abkhazes subissent sans fléchir depuis trente ans un embargo de fait : très peu de possibilités de voyager en dehors de la Russie³, pas d'accès au système bancaire international et donc pas d'investissements étrangers. Une telle résistance, reposant sur une aussi vieille revendication, ne peut être réduite à une simple manipulation. C'est pourtant ce que clament depuis le début de ces conflits politiciens et médias géorgiens, qui ignorent les sécessions et

3. Les passeports abkhazes et les passeports russes délivrés en Abkhazie sont refusés par les chancelleries occidentales. En outre, les Abkhazes ne veulent pas des « passeports neutres » proposés par la Géorgie.

n'y voient qu'une double amputation territoriale, la présence militaire russe étant promue au rang d'occupation du pays.

Cette vision procède d'une identification de la nation géorgienne à un territoire qui se trouve ainsi sacralisé. Dès lors, si une fraction de celui-ci échappe à sa souveraineté, si elle en est amputée, elle éprouve une agression de son être même. Mais un territoire reçoit son identité de la nation qui y vit et non l'inverse⁴. Dans l'enchevêtrement caucasien, c'est l'action de la Russie qui a délimité les frontières « extérieures » par ses guerres avec la Turquie et « intérieures » entre les trois États par d'incessants ajustements administratifs, jugés alors sans grandes conséquences puisqu'ils ne traçaient que des limites administratives à l'intérieur de l'empire. La sacralisation du territoire géorgien – bien situé depuis longtemps entre mer Caspienne et mer Noire mais aux limites récentes –, l'identification de la nation à ce territoire – à laquelle travaille activement l'Église en le parsemant d'édifices religieux –, est un message adressé aux minorités : nous sommes chez nous et vous êtes chez nous. Le thème de l'amputation du territoire est aussi une façon de construire l'identité nationale géorgienne sur un mode de victimisation. Ce récit d'un territoire en « peau de chagrin » n'est d'ailleurs pas nouveau⁵.

Politiciens et médias géorgiens dénoncent une amputation territoriale

Au Caucase comme ailleurs, le découpage s'est fait au profit des nations majoritaires, et il était attendu des autres – ceux qui se sont retrouvés du mauvais côté de la frontière ou n'ont pas été jugés capables d'avoir leur propre État – qu'ils veuillent bien s'en accommoder. Cette contradiction se retrouve dans la quasi-totalité des États nationaux, où elle s'est résolue soit par la violence qui met au pas les minorités, éradique leurs langues et parfois les expulse, soit par des compromis qui leur concèdent divers degrés d'autonomie culturelle en échange de la loyauté à l'État de la nation majoritaire, laquelle finira avec le temps par les assimiler.

La situation de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud n'a donc rien d'extraordinaire. Ce qui l'est, c'est l'enchaînement de maladroites et de circonstances politiques qui a abouti à donner un statut d'États à ces petits peuples qui ne paraissent remplir aucune des conditions qui leur permettraient d'y prétendre. Leur cohésion interne n'a été assurée que par l'exode de la majorité géorgienne de la population. Ils sont très loin de la

4. Y. Hazony, *Les Vertus du nationalisme*, Paris, Jean-Cyrille Godefroy, 2020

5. S. Serrano, *Géorgie. Sortie d'empire*, op. cit., p. 29

possibilité d'une indépendance économique et sont incapables d'assurer par eux-mêmes leur défense. La Géorgie est donc fondée à contester leurs prétentions. Elle pourrait même faire valoir qu'après le Kosovo ces nouvelles indépendances accordées à des minorités ouvriraient la boîte de Pandore de revendications infinies, qui pourraient mettre à mal l'ordre des États-nations et conduire à un retour au désordre des tribus et des clans. Mais elle ne les conteste pas : elle les nie. Elle ne connaît pas de minorités démantelées par un prurit d'indépendance, mais seulement des territoires perdus du fait de manigances russes.

En 1918, la première République ne s'est pas posé la question de l'État-nation moderne : comment passer de la nation ethnique à la nation électorale ? Elle a fait partir les Arméniens, jusqu'alors majoritaires à Tbilissi, qui au même moment constituaient le territoire de leur État en se battant pied à pied contre les Turcs⁶. La question a été mise sous le boisseau pendant les 70 ans qui ont suivi, du fait du retour à la formule impériale qui fait cohabiter les nations sans qu'aucune puisse prétendre se juxtaposer à l'État. La seconde République, inaugurée en 1991 dans l'enthousiasme de l'indépendance retrouvée mais aussi dans le chaos de l'effondrement de l'URSS puis de la guerre civile, a choisi de nier le problème, alors même que la République socialiste soviétique de Géorgie dont elle est l'État successeur incluait trois républiques autonomes.

Bombes à retardement plantées par le pouvoir soviétique pour entraver toute velléité d'indépendance géorgienne ? Cette interprétation est plausible mais ne contredit pas le constat que ceux qui s'étaient vus reconnaître une forme d'autonomie, donc de singularité, sous l'URSS eurent plutôt envie de l'accroître que de la voir disparaître dans ce nouveau « printemps des peuples » que fut la chute de l'empire soviétique. Après quelques années de quasi-sécession, l'Adjarie a fini par intégrer le nouvel État géorgien. Avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, ce fut d'emblée l'affirmation des droits supérieurs de la nation géorgienne sur la totalité de son territoire sacré, et la guerre.

Cet échec initial est-il rattrapable ? La voie de la force armée étant fermée par le « parapluie » russe, il ne reste que celle du dialogue. Mais refuser de nommer la sécession, la présenter comme une simple occupation étrangère, c'est fermer la voie d'un compromis qui ne peut s'amorcer que par la reconnaissance de l'existence des parties et l'examen de leurs griefs mutuels.

6. « La République d'Arménie (1918-1920) », in G. Dédéyan (dir.), *Histoire du peuple arménien*, Paris, Privat, 2008.

Cap à l'ouest ?

De toute façon, la question n'est pas à l'ordre du jour car ces situations sont « gelées » dans un conflit géopolitique qui oppose la Russie aux États-Unis et à leurs alliés. On peut donner deux interprétations à ce blocage. La première, celle que proclament les Géorgiens quand ils affirment que leur pays est occupé par la Russie, est qu'il s'agirait d'un pied posé par celle-ci dans la porte de la maison géorgienne, avant de pouvoir renouveler son annexion comme en 1801 et 1921. Cette hypothèse appelle cependant une objection immédiate : si la Russie avait voulu occuper la Géorgie, elle n'aurait qu'à le faire en août 2008, quand son armée était parvenue à 40 kilomètres de Tbilissi.

Une étrange nouvelle guerre froide est en train de s'installer entre l'Occident et la Russie, et on comprend que la Géorgie n'ait aucune envie de se retrouver « du mauvais côté » d'un nouveau rideau de fer. Ce risque est-il réel ? La Russie a été pendant des siècles un empire qui s'est comporté comme tel, c'est-à-dire qu'elle a cherché, sous le signe du christianisme orthodoxe puis du communisme, à exporter par la force sa conception de la paix, de la prospérité et du salut. Les Géorgiens, comme tous les peuples qui furent annexés, ne l'ont pas oublié. Mais dans la situation présente, à tous égards différente, on ne voit pas bien pourquoi Moscou se donnerait la peine et les graves inconvénients d'occuper un pays qui dans tous les domaines civils lui ouvre pacifiquement ses portes⁷. La seule raison sensée serait d'empêcher l'OTAN, organisation militaire créée pour la « contenir » et la combattre, d'installer des bases à deux pas de sa frontière. On peut donc aussi comprendre le soutien russe aux sécessions abkhaze et ossète de cette façon : comme des gages que la Russie entend garder tant que la Géorgie affichera sa volonté d'adhérer à l'OTAN, comme un avertissement de sa détermination à ne pas autoriser l'installation d'un dispositif hostile sur sa frontière caucasienne.

Les élites géorgiennes ont cependant choisi l'hypothèse impérialiste. Le récit de l'occupation rampante confirme et fortifie ce choix, qui est celui du protectorat américain. L'OTAN veut s'installer en Géorgie, la Russie ne le veut pas, il est tout à fait bienvenu que les Géorgiens se sentent agressés par la Russie et demandent la protection otanienne. Ce choix présente en outre un grand avantage économique : l'Occident est riche et, en échange de son allégeance, il aide généreusement la Géorgie. Après la guerre de 2008, une conférence des donateurs s'est engagée à fournir une

7. Ainsi les Russes, citoyens d'un pays avec lequel la Géorgie a rompu ses relations diplomatiques en 2008, peuvent s'y rendre sans visa. La réciproque n'est pas vraie.

aide de 4,5 milliards de dollars à la Géorgie. Depuis le début de la pandémie de Covid-19, elle a reçu une aide de 1,9 milliard de dollars. Ces chiffres sont à mettre en regard du produit intérieur brut de ce pays de 3,7 millions d'habitants : 17 milliards de dollars. Cette entente se traduit par une perspective proclamée de part et d'autre d'adhésion de la Géorgie à l'OTAN et à l'Union européenne (UE). Les aspirations euro-atlantiques de la Géorgie sont illustrées par le drapeau bleu étoilé de l'UE, qui flotte sur tous les monuments publics de Géorgie. Elles présentent cependant plusieurs inconvénients.

Le premier est qu'une telle entente ne résoudra pas le problème des provinces sécessionnistes. L'Occident n'enverra personne se faire tuer pour Soukhomi et, au contraire, il est certain que la Russie ne relâchera pas son soutien aux sécessions tant que persistera la perspective d'une adhésion de la Géorgie à l'OTAN.

Second inconvénient : la proposition de rejoindre l'UE et l'OTAN est un faux-semblant. Depuis le Brexit, la question à laquelle est confrontée l'UE n'est plus celle de son élargissement mais le risque de sa désintégration⁸. Nul n'envisage aujourd'hui sérieusement un nouvel élargissement, sauf peut-être dans les Balkans. Quant à une adhésion de la Géorgie à l'OTAN, elle supposerait un effondrement de la capacité de rétorsion de la Russie, qu'on ne verra pas se dessiner tant que des nationalistes plaçant la défense nationale en tête de leurs priorités y exerceront le pouvoir. Chacun fait semblant de croire aux promesses qu'il énonce ou qu'il reçoit, tout le monde y trouvant son compte. Les États-Unis parce qu'en héritiers du Grand Jeu anglo-russe ils cherchent à consolider une position à la charnière de la Russie et des mers chaudes ; les Géorgiens parce qu'ils y voient non seulement une promesse d'abondance mais aussi un camouflet infligé à la Russie, propre à stimuler leur fierté nationale.

Cette vision des choses serait-elle superficielle ? Les adhésions à l'UE et à l'OTAN sont peut-être des objectifs destinés avant tout à créer une dynamique de démocratisation de la vie politique géorgienne, qui n'en est pas encore tout à fait aux « standards internationaux ». La Géorgie a conquis son indépendance dans une tragédie qui s'est ouverte le 9 avril 1989 et a duré des années avec son lot de guerres et de réfugiés. L'État géorgien est né dans un effondrement institutionnel : coup d'État dès 1992, guerre civile, et c'est seulement après un nouveau coup d'État – ou si l'on préfère une révolution – en 2003 qu'une certaine stabilité a été

8. I. Krastev, *Le Destin de l'Europe*, Paris, Premier Parallèle, 2017

acquise. Cette blessure originelle entretient un soupçon d'illégitimité sur tout gouvernement en place, les accusations de fraude électorale fusant à chaque élection et les adversaires politiques se traitant quotidiennement d'agents du Kremlin ou de criminels. Le mode d'expression politique ordinaire est celui de la colère.

Après la révolution des Roses de 2003, le pouvoir de Mikheil Saakachvili a été marqué par une confrontation ouverte avec la Russie et, en économie, par une orientation radicalement néo-libérale⁹. En 2012, la victoire électorale du milliardaire Bidzina Ivanichvili, acquise grâce à sa fortune, au rejet de l'autoritarisme de « Misha » et à l'appui discret de l'Église, a été suivie d'une relative détente avec la Russie ainsi que de la restauration d'un minimum d'État-providence. Mais le discours n'a changé ni sur les territoires occupés, ni sur le choix de l'intégration euro-atlantique. Depuis neuf ans, le parti Rêve géorgien d'Ivanichvili se maintient au pouvoir avec quelques petites formations alliées, face à un bloc « national » constitué de deux entités depuis la division du Mouvement national de Saakachvili. Leur antagonisme, nourri d'accusations de fraude électorale, de corruption et d'accusations de faire le jeu de la Russie, structure la scène politique. Les quelques tentatives de déborder ce duopole n'ont pas réussi à dépasser le folklore libertarien ou réactionnaire. La création récente, après sa rupture avec Ivanichvili, d'un mouvement politique par le banquier Mamuka Khazaradze, ne semble pas de nature à changer la logique de ce système de blocs unis autour d'une personnalité, plutôt qu'autour d'un programme. Peut-être en ira-t-il autrement du nouveau parti créé en février dernier par Giorgi Gakharia après qu'il ait démissionné de ses fonctions de Premier ministre, en forme de protestation contre l'arrestation du leader de l'opposition.

Depuis 9 ans, le parti « Rêve géorgien » se maintient au pouvoir

La crise politique qui a précédé et suivi les élections de 2020, à nouveau remportées par le Rêve géorgien, a été arbitrée, à la demande des parties, par les chancelleries occidentales. Ces dernières ont imposé à cette occasion l'instauration d'un scrutin largement proportionnel¹⁰. On peut s'interroger sur un tel choix de nature à favoriser la fragmentation du système clanique plutôt qu'à y mettre fin.

9. *La tragédie géorgienne, 2003-2008* de Salomé Zourabichvili (Paris, Grasset, 2009) offre un récit critique des années Saakachvili. L'auteur a été ministre des Affaires étrangères de M. Saakachvili. Ayant rompu avec celui-ci, elle a été élue en 2020 présidente de la République géorgienne, grâce au soutien de B. Ivanishvili.

10. 120 sièges sur 150 attribués à la proportionnelle avec un seuil de 1 %, une nouvelle loi électorale devant instaurer la proportionnelle intégrale avant les élections de 2024.

Un autre volet des aspirations euro-atlantiques touche aux valeurs du libéralisme : égalité des sexes, autonomie des individus face à la collectivité et à l'Église, liberté d'entreprendre, respect des minorités – en particulier sexuelles –, etc. Sur nombre de ces sujets, le patriarche de l'Église géorgienne exprime son inquiétude, qui reflète sans doute le sentiment profond d'une bonne partie du peuple. Ces questions sociétales, qui suscitent de vifs débats en Occident, commencent à dessiner une ligne de clivage géopolitique, entre d'une part l'Europe de l'Ouest et les États-Unis, et d'autre part l'Europe orientale et la Russie. Est-il bien certain que la Géorgie orthodoxe souhaite se situer à l'ouest de cette ligne ? À en juger par l'ampleur des manifestations de protestation convoquées par l'Église à chaque tentative d'organiser un semblant de *gay pride*, il est permis d'en douter malgré les sondages qui, « en même temps », indiquent régulièrement que l'adhésion à l'UE et à l'OTAN a le soutien de la majorité de la population.

La tentation euro-atlantique conduit par ailleurs le pays à tourner le dos à son espace économique naturel. Et ce n'est pas l'aide économique occidentale qui pourra compenser ce handicap : l'Aide publique au développement n'a jamais suffi au développement d'aucun pays. Elle permet de boucler les fins de mois de l'État, d'assurer des réalisations d'infrastructure, de soutenir quelques services publics – et accessoirement d'enrichir les vendeurs de voitures comme on le voit dans les campagnes géorgiennes –, mais elle ne peut se substituer à une dynamique économique. Tbilissi a été prospère quand elle était l'ultime étape européenne, ou la première asiatique, sur la Route de la soie. Plus tard, la Géorgie a vu apparaître une classe moyenne quand son agriculture et son industrie naissantes s'intégraient au vaste bassin économique de l'empire russe, et cela a continué dans une certaine mesure sous l'URSS. Petit pays, la Géorgie ne peut construire sa prospérité en restant enfermée dans ses frontières.

Certes, l'espace économique post-soviétique tel qu'il apparaît au début du XXI^e siècle, gangrené par l'insécurité juridique, parfois politique, n'est pas particulièrement attractif. Il a cependant le mérite d'exister et relève, même imparfaitement, de l'économie ouverte, avec des investissements étrangers et des flux d'échanges internationaux. Ce n'est pas l'occupation russe qui interdit à la Géorgie d'y retrouver une place importante. C'est Mikheil Saakachvili qui a fait le choix d'abandonner l'agriculture et l'industrie pour tout miser sur les services, essentiellement le tourisme, avec pour conséquence que la Géorgie, autrefois exportatrice agricole, se nourrit aujourd'hui largement d'importations turques. Ce sont les gouvernements géorgiens successifs qui n'ont pas réussi à éliminer les soupçons

récurrents de distorsion de la concurrence, qui freinent l'investissement privé créateur de richesses.

Pourquoi la Géorgie ne tire-t-elle pas un meilleur parti de la qualité de ses terres, de son climat, de sa qualité de vie¹¹, de son potentiel hydro-électrique (gaspillé dans le « minage » des bitcoins qui ne rapporte rien à l'État et n'emploie quasiment personne), de son haut niveau d'éducation hérité de l'URSS, etc. ? Ce qui retient les entrepreneurs étrangers, c'est l'incertitude politique. C'est là un inconvénient majeur du mot d'ordre « Nous sommes occupés par la Russie ». Comment avoir confiance dans la stabilité d'un pays qui se considère en état de belligérance avec la Russie ? La note de la dette souveraine de la Géorgie est aujourd'hui encore B+ (très spéculatif).

* * *

Mais il y a sans doute un inconvénient encore plus grave que tous ceux-là, et il est d'ordre psychologique. Le choix de se définir d'abord comme victime d'une agression attire la compassion, semble ouvrir des droits. Mais le statut de victime place en position d'infériorité, de frustration, de faiblesse, la victime demandant justice à plus puissant qu'elle. La revendication victimaire est une forme du ressentiment, cette maladie de l'âme qui enchaîne à l'obsession de l'injustice subie, rétrécit l'angle de vision, diminue la puissance d'agir. C'est un sentiment exclusif, impérieux qui n'admet pas de contradiction et ne veut pas être atténué. La vérité doit s'organiser autour de lui. Ici les inquiétudes, les préoccupations des autres n'ont pas leur place. Ce n'est pas un terreau pour l'amitié civique, mais au contraire pour les surenchères et les appels aux puissances étrangères.

Et comme ce sentiment est entretenu par nombre d'« amis » de la Géorgie, qui défilent à Tbilissi pour affirmer leur soutien inconditionnel à l'intégrité territoriale du pays et faire miroiter les mirages de l'intégration euro-atlantique, et comme la dénonciation de l'ennemi russe est plus que jamais à la mode en Occident, et comme le marasme économique est rendu supportable, d'un côté par l'émigration et de l'autre par les aides occidentales, on ne voit pas pourquoi les Géorgiens se détourneraient de leur monomanie.

11. Le rétablissement d'un haut niveau de sécurité par la réforme de la police et une remarquable simplification administrative sont à porter au crédit du gouvernement de Mikheil Saakachvili.

Pourtant, la réalité géopolitique de la Géorgie est dans le Caucase, et nulle part ailleurs. C'est d'abord avec ses voisins qu'elle doit trouver des formes d'entente ou du moins un *modus vivendi* apaisé.



Mots clés

Géorgie
Caucase
Politique européenne de voisinage
Conflits gelés